

Rapport S 1.4 L3

Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit

Instructions de reporting

Février 2021

Sommaire

1	Introduction	3
	1.1 Population déclarante	3
	1.2 Périodicité et délai de communication	3
2	Les statistiques de flux	4
	2.1 Principes de base.....	4
	2.2 Objectif du rapport S 1.4 «Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit»	5
3	Renseignement des opérations.....	10
	3.1 Les réductions / abandons de crédits.....	10
	3.2 Les effets de valorisation	12
4	Les détails additionnels sur les actifs	14
	4.1 Crédits aux ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages	14
5	Les différents types de ventilation	15
	5.1 Le pays	15
	5.2 La devise.....	15
	5.3 Le secteur économique.....	15
	5.4 L'échéance initiale.....	16

1 Introduction

1.1 Population déclarante

Le rapport S 1.4 est à fournir par tous les établissements de crédit luxembourgeois indépendamment de leur statut juridique.

1.2 Périodicité et délai de communication

Le rapport S 1.4 est à fournir mensuellement et doit parvenir à la BCL au plus tard dans les 10 jours ouvrables après la fin de la période à laquelle il se rapporte.

La BCL établit et publie, sur son site Internet, un calendrier de remise des rapports statistiques.

2 Les statistiques de flux

2.1 Principes de base

La Banque centrale européenne (BCE) élabore des statistiques sur les encours en fin de mois ainsi que sur les transactions effectuées au cours d'un mois pour satisfaire ses besoins d'analyse et de recherche sur les développements dans le domaine des statistiques monétaires et financières.

Les transactions financières («flux») correspondent à la différence entre les positions en encours aux dates de déclaration de fin de mois après déduction de l'incidence des effets ne résultant pas de transactions. Les effets qui ne résultent pas de transactions peuvent essentiellement prendre trois formes.

- Les effets de change qui peuvent modifier la valeur comptable des éléments de l'actif et du passif libellés dans une devise autre que la devise dans laquelle sont libellés les comptes
- Les effets de prix qui peuvent modifier la valeur comptable des éléments de l'actif et du passif
- Les abandons et/ou réductions de crédits («*Loan write-downs / loan write-offs*») qui affectent uniquement les rubriques relatives aux crédits

En principe et dans la mesure du possible, la BCE calcule, les effets de valorisation découlant des effets de change.

L'identification des effets de prix et des réductions et abandons de crédits doit toutefois être effectuée par la Banque centrale du Luxembourg (BCL).

Sur base des informations fournies dans le cadre du reporting titre par titre, la BCL pourra estimer les transactions effectuées au niveau des rubriques de titres.

Il s'agit des rubriques suivantes:

- 1-003000 Titres de créance
- 1-005000 Titres de participation détenus
- 2-002050 Ventes à découvert
- 2-003000 Titres de créance émis

Toutefois, la BCL ne dispose pas des informations nécessaires pour estimer des transactions et/ou neutraliser les effets des ajustements qui résultent:

- Des réductions / abondons de crédits concernant les rubriques énumérées sous le point 3.1 ci-dessous
- Des effets de valorisation qui ont trait à l'évaluation des rubriques énumérées sous le point 3.2 ci-dessous:

Afin de satisfaire à ces besoins, le tableau S 1.4 «Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit» doit fournir les informations qui permettront à la BCE de compiler les transactions.

2.2 Objectif du rapport S 1.4 «Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit»

Il est important de souligner que le rapport S 1.4 ne demande pas aux déclarants de renseigner les différences d'encours entre deux mois consécutifs, mais les effets de valorisation qui sont compris dans les différences d'encours entre deux mois consécutifs. En effet, les différences d'encours entre deux mois consécutifs peuvent être aisément calculées par la BCL sur base des informations disponibles dans le cadre du rapport S 1.1 «Bilan statistique mensuel des établissements de crédit»; toutefois, la BCL ne peut pas isoler l'impact des effets de valorisation. Ainsi, les informations renseignées dans le cadre du rapport S 1.4 permettront à la BCL de déterminer la part des différences d'encours entre deux mois consécutifs qui résulte de transactions réelles et celle qui découle des effets de valorisation.

L'objectif unique du recensement effectué sur base du rapport statistique S 1.4 se limite à fournir des informations sur les effets de valorisation pour certains postes du bilan statistique des établissements de crédit. En effet, il y a lieu de remarquer que les informations demandées sur base du rapport statistique S 1.4 «Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit» ne concernent pas toutes les rubriques du rapport S 1.1 «Bilan statistique mensuel des établissements de crédit», mais exclusivement celles

qui revêtent un intérêt particulier dans l'analyse des agrégats monétaires et de leurs contreparties.

L'exemple simplifié de la rubrique 1-002000 Crédits qui suit permet de mieux cerner l'objectif de ce rapport. Il est cependant entendu qu'un raisonnement identique s'applique aux autres instruments.

Supposons qu'un déclarant renseigne des crédits pour un volume total de 1 000 000 euros fin février 2014.

Au cours du mois de mars 2014, les développements suivants interviennent:

- Un client fait face à des difficultés de remboursement; ainsi, le déclarant décide de constituer une correction de valeur à concurrence de 50 000 euros
- Un client tombe en faillite et la créance sur ce client est irrémédiablement perdue pour un montant de 25 000 euros
- Les remboursements effectués sur les divers crédits se chiffrent à 75 000 euros
- Le déclarant décide également d'octroyer des nouveaux crédits à hauteur de 500 000 euros

L'encours de crédit renseigné dans le cadre du rapport S 1.1 «Bilan statistique mensuel des établissements de crédit» s'élève désormais à:

$$1\ 000\ 000 - 25\ 000 - 75\ 000 + 500\ 000 = 1\ 400\ 000.$$

	Encours au 28.02.2014	Encours au 31.03.2014
Crédits en euros	1 000 000	1 400 000

La BCL peut maintenant calculer la différence d'encours au cours du mois de mars 2014 sur base de la formule suivante:

$$\text{Encours au 31.03.2014} - \text{Encours au 28.02.2014}$$

ce qui correspond à:

$$1\ 400\ 000 - 1\ 000\ 000 = 400\ 000$$

Ainsi, la variation d'encours au cours du mois de mars 2014 est de 400 000.

Sans disposer des informations supplémentaires recueillies dans le cadre du rapport S 1.4 «Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit», la BCL pourrait être menée à conclure que la totalité de la différence d'encours est une variation réelle ou une «transaction».

Comme le démontre l'exemple numérique ci-dessus, le montant total des crédits (ou d'un autre actif ou engagement) peut varier non seulement suite à des transactions au cours d'un mois, mais également en raison d'un effet de valorisation.

Ainsi, la variation des encours entre le 28 février et le 31 mars 2014 s'explique comme suit:

$$\text{Encours au 28.02.2014} + \text{Transactions nettes} + \text{Effets nets de valorisation} = \text{Encours au 31.03.2014}$$

Il s'ensuit que le calcul des transactions réelles doit être effectué sur base de la formule suivante:

$$\text{Transactions nettes} = \text{Encours au 31.03.2014} - \text{Encours au 28.02.2014} - \text{Effets nets de valorisation}$$

La BCL ne peut donc pas effectuer correctement le calcul des transactions nettes par simple différence d'encours et il importe dès lors que les déclarants fournissent à la BCL des informations sur les effets de valorisation survenus au cours de la période de référence.

C'est précisément cet effet net de valorisation que le rapport statistique S 1.4 «Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit» doit permettre de recenser.

Reprenons l'exemple simplifié de la rubrique 1-002000 Crédits.

Dans notre exemple, la variation de 400 000 du montant des crédits se décompose effectivement comme suit:

- 425 000, soit le solde net des transactions (il s'agit de nouveaux crédits octroyés pour un total de 500 000 et des remboursements pour un total de 75 000)
- Le retrait d'une créance pour un montant de 25 000 euros à la suite de la faillite du client

Il convient de noter que la constitution d'une correction de valeur de 50 000 n'impacte pas le montant des crédits à l'actif du bilan.

Ainsi, pour le mois de mars 2014 le montant à renseigner au niveau du rapport S 1.4 est de:

- 25 000

Ce renseignement permet de procéder au calcul des transactions réelles de manière plus appropriée, à savoir:

$$1\ 400\ 000 - 1\ 000\ 000 - (-25\ 000) = 425\ 000$$

Le montant de transactions nettes ainsi obtenu, purgé des effets nets de valorisation, est dès lors de 425 000 et non plus sous-estimé à 400 000 comme cela aurait été le cas en l'absence d'informations supplémentaires obtenues sur base du rapport S 1.4. Effectivement, dans l'exemple ci-dessus, le crédit à hauteur de 25 000 n'a pas été remboursé et la part de la variation d'encours qui en découle constitue un effet de valorisation lié à une perte de valeur. Si, par contre, le crédit avait été remboursé par le client, il n'y aurait aucune raison de renseigner un effet de valorisation au sein du rapport S 1.4 car s'agirait bien d'une transaction réelle.

Cette même logique s'applique aux autres postes du rapport S 1.4. Toutes les informations recueillies dans le cadre de ce rapport visent donc à corriger des différences d'encours qui ne découlent pas de transactions réelles.

Afin de procéder au calcul des transactions réelles de la manière la plus précise possible, l'effet net de valorisation repris dans le rapport S 1.4 doit fournir, de manière agrégée:



BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

EUROSYSTÈME

- L'impact des effets des réductions / abondons de créances sur les créances renseignées dans les rubriques énumérées sous le point 3.1 ci-dessus
- L'impact des effets de valorisation pour les rubriques énumérées sous le point 3.2 ci-dessus

3 Renseignement des opérations

Tel qu'indiqué ci-dessus, le renseignement des informations sur les effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit se limite aux ajustements qui ne résultent pas de transactions pour les rubriques énumérées sous les points 3.1 et 3.2 ci-dessous.

Ces ajustements se subdivisent en deux types:

- Les abandons/réductions de créances qui affectent uniquement les rubriques relatives aux crédits, à savoir les rubriques énumérées sous le point 3.1 ci-dessous
- Les effets de valorisation ayant trait aux rubriques énumérées sous le point 3.2 ci-dessous

Il est important de noter que ces renseignements ne sont à fournir que pour les actifs et/ou passifs qui se trouvent dans le bilan de l'établissement de crédit à la fin du mois précédant le mois de référence et qui figurent encore au bilan statistique pour le mois de référence. Les actifs et/ou passifs achetés et vendus au cours d'un mois de référence ainsi que les actifs et/ou passifs qui font l'objet d'une vente au cours du mois de référence ne sont pas à prendre en considération.

3.1 Les réductions / abandons de crédits

Les rubriques suivantes sont concernées:

- 1-002000 Crédits
- 1-002010 Crédits - Crédits à la consommation
- 1-002020 Crédits - Crédits immobiliers
- 1-RD2000 Crédits - Crédits renouvelables et découverts bancaires
- 1-CD2000 Crédits - Crédit par le biais de cartes ayant une fonction de débit différé
- 1-CP2000 Crédits - Crédit prorogé par le biais de cartes de crédit
- 1-002999 Crédits - Autres
- 1-L02000 Crédits - Crédits aux sociétés liées
- 1-P02000 Crédits- Prises en pension
- 1-S02000 Crédits- Crédits syndiqués
- 1-NC2000 Crédits - Positions notionnelles de trésorerie commune

L'ajustement relatif aux réductions et/ou abandons de crédits est déclaré afin de permettre à la BCE d'élaborer les opérations financières à partir des encours déclarés au cours de deux périodes de déclaration consécutives. L'ajustement reflète toute modification des encours de crédits déclarés, y compris les réductions de crédits du montant total de l'encours de la créance (abandons de crédits).

Dans ce contexte il convient de noter qu'en vertu des instructions actuellement en vigueur pour le reporting statistique de la BCL, les établissements de crédit sont tenus d'enregistrer les crédits en termes bruts, ou autrement dit pour leur montant en principal à la fin du mois, au niveau de l'actif alors que les corrections de valeur (rubrique 2-009000) y afférentes sont enregistrées au niveau du passif.

Puisque les crédits sont enregistrés en termes bruts au niveau de l'actif du bilan, un ajustement ne doit être rapporté qu'au moment où une réduction ou un abandon de créance survient. En d'autres termes, les établissements de crédit doivent rapporter un ajustement au moment où une créance est sujet à une réduction / un abandon.

Par contre, il n'y a pas d'ajustements à rapporter quand une correction de valeur est constituée parce que la constitution d'une correction de valeur n'a pas d'incidence sur le poste «Crédits» au niveau de l'actif du bilan mais sur la rubrique 2-009000.

L'ajustement renseigné par les établissements de crédit devrait inclure la réduction / l'abandon de créance et ceci indépendamment du fait qu'une correction de valeur ait été effectuée auparavant ou non.

Les réductions / abandons de crédits comptabilisés au moment où la créance est vendue ou transférée à un tiers sont également inclus, lorsqu'ils peuvent être identifiés.

3.2 Les effets de valorisation

Les rubriques suivantes sont concernées:

- 1-006010 Actifs non-financiers - Immobilier
- 1-006999 Actifs non-financiers - Autres
- 1-007000 Instruments financiers dérivés
- 1-090000 Autres actifs
- 2-005000 Capital
- 2-005010 Capital - Capitaux propres levés
- 2-005020 Capital - Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres
- 2-008000 Provisions
- 2-009000 Corrections de valeur
- 2-010000 Résultats
- 2-010010 Résultats - Résultats de l'exercice en cours
- 2-010999 Résultats - Autres résultats
- 2-011000 Instruments financiers dérivés
- 2-090000 Autres passifs

Ce sont les ajustements liés à la seule valorisation des actifs et passifs, à l'exclusion des opérations réelles. En effet, le principe de base illustré à l'aide de l'exemple sur l'abandon de créance reste le même, l'objectif étant de permettre à la BCL de distinguer entre les transactions réelles (par exemple, une augmentation du capital social ou encore l'acquisition d'instruments financiers) et les fluctuations intervenant dans la valorisation de ces actifs/passifs en raison d'une modification du prix auquel les actifs/passifs sont comptabilisés.

Comme indiqué dans le document «Définitions et concepts pour le reporting statistique des établissements de crédit», les règles de valorisation des actifs et passifs suivent celles du reporting prudentiel. La valorisation des actifs/passifs comprend les modifications intervenant au fil du temps de la valeur des encours du bilan de fin de période, qui sont dues à des modifications de la valeur de référence à laquelle les actifs/passifs sont comptabilisés. Il s'agit donc de renseigner les effets de valorisation qui interviennent dans le cadre des écritures comptables. Ainsi, la part des variations d'encours qui résulte d'opérations réelles n'est pas à renseigner.

Une augmentation nette d'une rubrique suite à une réévaluation doit être indiquée avec un signe positif, une diminution nette avec un signe négatif.

4 Les détails additionnels sur les actifs

Les cellules des sous-tableaux «Actifs - Détails», fournissent des informations additionnelles, plus détaillées, par rapport aux lignes contenues sur les sous-tableaux principaux «Actif».

Dans ce contexte, les instructions suivantes concernant les renseignements relatifs aux crédits sur les sociétés non financières et les ménages & institutions sans but lucratif au service des ménages sont à observer.

4.1 Crédits aux ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages

Les réductions et abandons de crédits sur les ménages et ISBL résidents au Luxembourg et dans les autres pays de la zone euro, reprises sur le sous-tableau «Actif» sous la rubrique 1-002000 avec le code secteur 22000 sont à détailler dans les rubriques suivantes:

- 1-002010 Crédits - Crédits à la consommation
- 1-002020 Crédits - Crédits immobiliers
- 1-002999 Crédits - Autres

Dans ce contexte, il importe également de noter que les montants libellés en EUR de la rubrique 1-002000 avec le code secteur 22000 sont à ventiler selon les rubriques suivantes:

- 1-RD2000 Crédits - Crédits renouvelables et découverts bancaires
- 1-CD2000 Crédits - Crédit par le biais de cartes ayant une fonction de débit différé
- 1-CP2000 Crédits - Crédit prorogé par le biais de cartes de crédit

5 Les différents types de ventilation

Les montants sont à ventiler selon:

- Le pays de la contrepartie
- La devise dans laquelle ils sont libellés
- Le secteur économique de la contrepartie
- L'échéance initiale

Les nomenclatures et des codes sont détaillés dans le document «Définitions et concepts pour le reporting statistique des établissements de crédit».

Toutefois, il est à noter que les montants ne doivent pas nécessairement être ventilés pour l'ensemble des ventilations présentées dans cette nomenclature. Ainsi, seules les ventilations demandées sur le rapport statistique S 1.4 «Effets de valorisation sur le bilan statistique des établissements de crédit» en annexe aux présentes instructions, sont à rapporter à la BCL.

5.1 Le pays

Les montants sont à ventiler selon le pays de résidence ou du siège social de la contrepartie à l'aide d'un code ISO à deux caractères.

5.2 La devise

Les montants sont à ventiler selon la devise dans laquelle ils sont libellés à l'aide d'un code ISO à trois caractères.

5.3 Le secteur économique

Les montants sont à ventiler suivant le secteur économique de la contrepartie à l'aide d'un code à cinq caractères figurant sur la liste des secteurs dans le document «Définitions et concepts pour le reporting statistique des établissements de crédit».

5.4 L'échéance initiale

Les montants sont à ventiler selon leur échéance initiale à l'aide d'un code à huit caractères figurant sur la liste reprise dans le document «Définitions et concepts pour le reporting statistique des établissements de crédit».